

Peuple

Le peuple constitue un des mots clés de la pensée et du vocabulaire de Proudhon : il revient comme un leitmotiv dans sa correspondance, son œuvre et même son action publique puisqu'il a créé une *Banque du peuple* et que tous ses journaux comportent le mot peuple dans leur titre. Pourquoi cette obsession du peuple tout au long de sa vie ? D'abord, il s'agit d'une fidélité à ses origines car le philosophe se revendique comme un "fils du peuple" par sa naissance, au confluent de la paysannerie et de la classe ouvrière. Il est marqué par cette origine populaire, rare parmi les intellectuels français de son époque. Il a d'ailleurs souffert des humiliations que sa pauvreté lui a infligées quand il était un collégien entouré de bourgeois. Ayant eu la chance de sortir de son milieu d'origine grâce à ses études, Proudhon a choisi de lui rester fidèle et de travailler à son émancipation comme il le proclame à plusieurs reprises : « Né et élevé au sein de la classe ouvrière, lui appartenant encore par le cœur et les affections, et surtout par la communauté des souffrances et des vœux, ma plus grande joie serait de pouvoir désormais travailler sans relâche, par la philosophie et la science [...] à l'amélioration morale et intellectuelle de ce que je me plais à nommer mes frères et mes compagnons » (*Confessions*, 172). Ce choix, que Proudhon appelle son serment, constitue le fondement de sa vie intellectuelle, la justification de toute son œuvre. Mais que représente le peuple pour Proudhon ? Quelle place veut-il lui donner ?

Proudhon n'est pas toujours rigoureux dans l'emploi du terme *peuple*, qui comporte de nombreuses acceptions mais on peut dégager quelques lignes maîtresses dans les différents sens qu'il donne à ce mot.

Le mot peuple est employé d'innombrables fois dans deux acceptions principales, une d'ordre politique et l'autre d'ordre économique. Ainsi le peuple est l'ensemble des citoyens exerçant leurs droits politiques et en particulier le droit de vote. À l'époque de Proudhon cette définition exclut les femmes et ne regroupe que les hommes de plus de 21 ans. Dans *l'Idée générale de la révolution*, Proudhon adopte très souvent cette définition du peuple et il l'évalue à environ 10 millions de personnes, ce qui correspond à tous les hommes de plus de 21 ans de cette époque. Nous retrouvons particulièrement ce vocable dans les ouvrages écrits en 1848 et dans les années suivantes, lorsque Proudhon rentre dans l'arène politique en tant que journaliste et député. Dans son journal *le Peuple*, il se préoccupe alors du fonctionnement de la démocratie instaurée par la révolution de 1848, et son but est de faire réfléchir le peuple sur ce qu'il doit faire. Ce peuple, constitué par l'ensemble des citoyens, est toujours opposé par Proudhon aux gouvernants, ces derniers cherchant surtout à se maintenir au pouvoir et à conserver les gouvernés dans la sujétion, malgré un discours démocratique qui n'est que démagogie, mais auquel est sensible la populace ou la plèbe. Proudhon emploie ces deux termes pour désigner une masse informe de citoyens, incapable de réflexion politique, dont il critique les votes. Cependant le mot *plèbe* est parfois utilisé pour désigner un groupe social opposé à la bourgeoisie et souvent dans un sens positif, le philosophe bisontin soulignant alors sa force de travail, sa vigueur, face à une bourgeoisie repue et immobile.

Dans l'œuvre de Proudhon, le peuple signifie aussi l'ensemble des classes exploitées, et il s'oppose alors à la bourgeoisie, classe dominante qui vit de ses rentes. Les équivalents du mot peuple sont alors le salariat, le prolétariat, les classes ouvrières. Dans *De la Capacité politique* Proudhon évalue ces dernières à la moitié et plus de la nation, mais alors il faut considérer qu'il s'agit du salariat dans son ensemble et non pas seulement des ouvriers. Cependant il demeure un certain flou dans la composition socio-économique du peuple chez Proudhon : la classe moyenne en fait-elle partie ? Pour le philosophe, cette dernière est composée des petits propriétaires, agriculteurs, artisans, commerçants, qui possèdent leurs moyens de production mais qui tirent leurs revenus principalement de leur travail. Proudhon a varié dans la place qu'il donne à cette classe et il observe l'oscillation entre son attirance vers la bourgeoisie capitaliste, dont elle cherche à imiter le mode de vie, et son rapprochement avec le peuple, pour des raisons économique, morale et même politique comme en 1848. La petite bourgeoisie a alors besoin du peuple pour changer le régime politique et accéder au pouvoir, et réciproquement. C'est pourquoi de 1848 à 1851, Proudhon prône une réconciliation de la classe moyenne avec les classes populaires. Mais après 1852 et le

rétablissement de l'Empire, le philosophe, très déçu par l'engouement de la classe moyenne pour Napoléon III et par son hésitation à s'allier avec le peuple, renonce pendant plusieurs années à vouloir une convergence entre les deux groupes sociaux. Cependant, dès 1856, dans la troisième édition du *Manuel du spéculateur*, il démontre que les intérêts des deux classes sont complémentaires : la classe moyenne fournit le travail, et le salariat fournit la main-d'œuvre et les consommateurs. De même, à la fin de sa vie, dans *De la Capacité politique des classes ouvrières*, Proudhon exhorte à plusieurs reprises la classe moyenne à rejoindre le prolétariat. Lorsque ces deux groupes sociaux sont réunis dans le peuple, ce mot signifie alors le plus grand nombre, la masse, par opposition à l'élite politique et économique, c'est-à-dire les classes possédantes et les gouvernants. En 1864, Proudhon évalue ce peuple, qu'il appelle multitude, à 36 millions d'habitants sur les presque 40 millions que compte alors la France, ce qui constitue plus de 90 % de la population française.

D'autre part, l'acception politico-économique du vocable *peuple* est très fréquente dans *l'Idée générale de la révolution* et dans *Les Confessions*, et elle témoigne d'une conception typiquement proudhonienne de la division sociale : la domination politique et la domination économique se confortent réciproquement, et le peuple regroupe donc les classes dominées dans ces deux domaines, donc la très grande majorité de la population. Ce peuple-là constitue un ensemble hétéroclite de personnes aux revenus et au mode de vie très différents, mais Proudhon insiste sur la nécessité d'une alliance entre eux contre la classe dirigeante en qui il voit une nouvelle aristocratie, celle de l'argent.

Cependant, l'originalité de la conception proudhonienne du Peuple se situe dans la notion d'*Être collectif* qui fait du philosophe un précurseur de la sociologie : « Le peuple n'est pas seulement un être de raison, une personne morale comme disait Rousseau, mais bien une personne véritable, qui a sa réalité, son individualité, son essence, sa vie, sa raison propre » (*Idée gén.*, 216). Cet *Être collectif* est par essence différent de la somme des individus qui le composent et son existence est prouvée de deux façons : empiriquement, par les révolutions dont ils sont les actes et qui nécessitent un sujet, le peuple, mais aussi par le fait que le comportement de la masse diffère de celui de chaque individu ; ontologiquement, par les lois de la formation des êtres. Tout être, homme comme société, est un groupe car il est composé d'une pluralité d'éléments rassemblés autour d'une énergie propre, un principe qui le maintient uni. Ainsi, tout être possède un double caractère d'unité et de diversité. C'est pourquoi Proudhon considère qu'à côté de l'homme individuel existe un homme collectif qui convertit les énergies particulières en une énergie supérieure qui a sa nature propre et qu'il appelle la "force sociale". Celle-ci est la propriété de tous et doit être répartie également entre tous, alors qu'elle a été confisquée par un petit nombre (roi, aristocratie) jusqu'en 1848. La IIe République elle-même, avec la mauvaise organisation du suffrage universel, ne la confie qu'à la moitié plus un de la population. Seule la république proudhonienne est capable d'une répartition égale. L'Être-social, c'est-à-dire le peuple, produit aussi dans le domaine économique une force collective distincte de la somme des actions individuelles et possédant des propriétés spécifiques. C'est cette force qui est confisquée par le capitaliste et que Proudhon veut restituer au peuple.

Dans la *Solution du problème social*, Proudhon expose les caractères et le mode opératoire de cet acteur essentiel de l'histoire qu'est pour lui le peuple en tant qu'Être collectif, ce qui le différencie de la multitude, simple addition d'individus : « Dieu ne plaise que le peuple puisse jamais se tromper ni mentir. Je dis le peuple, un et indivisible [...] J'entends par là pas la multitude, ce qui n'est que pluralité sans unité. Le peuple raisonne avec une conscience et d'un point de vue supérieur à toute raison individuelle » (*Solution du problème social*, Paris, Librairie internationale Lacroix, 1868, p.7). Ces principes d'unité et d'infailibilité du peuple sont affirmés à plusieurs reprises par Proudhon pour qui ils sont parfaitement compatibles avec la pluralité des individus. En effet, il distingue la raison générale, qui appartient à l'être collectif et la raison individuelle, propre aux individus. La première regroupe et synthétise les oppositions afin de dégager l'idée synthétique et collective tandis que la deuxième décompose ces notions générales, les scinde en notions antagonistes. La raison générale a donc pour fonction d'unifier ce qui est multiple et opposé dans les raisons individuelles. Mais ces deux forces agissent en interaction et leur différence de

fonctionnement a pour conséquence l'existence du peuple, en tant que *Être-idée* résultant des relations entre des individus formant un groupe.

Proudhon s'est beaucoup interrogé sur les propriétés et le fonctionnement de l'être collectif. Selon lui, les jugements du peuple sont synthétiques car intégrant les contradictions, et téléologiques, car ne tenant compte que des buts à atteindre. Cela a pour conséquence que le peuple dépasse les clivages entre les partis aussi bien que les intérêts particuliers, et qu'il surplombe les événements historiques car sa logique est différente de celle de la multitude. Le problème est de la comprendre, c'est la tâche du philosophe : « Interroger le peuple ! C'est toute la science de la société. Le peuple [...] dépasse la prudence méticuleuse des philosophes ! Philosophes, suivez le peuple ! » (*ibid.*, 18). Cette injonction de Proudhon s'explique par le fait qu'il pense que les philosophes ne sont que des individus, dont la raison est forcément limitée par rapport à la raison collective. Celle-ci est produite par l'interaction ou même l'affrontement, d'une part entre les raisons individuelles, et d'autre part entre les raisons individuelles et la raison collective. Ces conflits sont à l'origine d'un ensemble d'idées qui sont propres à la raison collective du peuple et qui alimentent la vie morale et intellectuelle des individus car, ceux-ci ne les possédant pas en eux-mêmes, ne pourraient les produire. Ainsi, les lois morales sont les idées de l'être collectif et se révèlent progressivement à l'individu. L'idée de Justice en est le fondement, c'est l'idée sociale par excellence qui représente le moteur et le fil conducteur de l'histoire de l'humanité, en même temps que son idéal. En effet pour Proudhon la Justice est éternelle et absolue dans son essence, seule sa forme, c'est-à-dire ses manifestations historiques, se modifie. Le but du Peuple, être collectif, est d'œuvrer à son incarnation dans l'histoire. Ce peuple est le sujet historique par excellence car il est à la fois le produit et l'acteur des mouvements spontanés et donc providentiels qui constituent la matière de l'histoire et qui se divisent en deux tendances opposées, la réaction et la révolution. Le peuple recherche un équilibre entre ces deux tendances, à savoir la Justice. Cette marche du peuple vers la Justice se fait d'abord de façon instinctive, puis peu à peu s'opère en lui une prise de conscience de son destin, que Proudhon date de la Révolution française de 1789, qui a vu apparaître l'être collectif comme acteur historique. Cet être social peut se manifester à plusieurs niveaux et dans tous les domaines, économique aussi bien que politique : ainsi, dans le langage proudhonien, le mot peuple signifie soit les classes ouvrières soit l'ensemble des citoyens d'un pays, soit une nation et même parfois l'humanité entière, quand il est question du rôle des peuples dans l'histoire.

Selon le philosophe bisontin, cette affirmation du peuple à la fois comme essence et comme réalité collective constitue la meilleure façon d'expliquer l'évolution de l'humanité et ses errements, produits d'une opposition entre le peuple, être collectif, et la multitude, addition d'individus. Proudhon ne se fait aucune illusion sur cette dernière : les individus qui la composent se regroupent en fonction de leurs intérêts, et pas de leur volonté de sacrifice au bien commun. Le lien social repose donc plus sur l'égoïsme que sur la vertu, dont les masses ont horreur. Elles se comportent comme des enfants ou des esclaves à l'égard du pouvoir dont elles n'attendent que récompense ou châtiment. Ainsi au XIXe siècle, comme à l'époque de l'empire romain, elles sont plus attirées par les avantages matériels (le pain et les jeux) que par la liberté et font peu de choix politiques heureux. Proudhon ne s'étonne donc pas qu'il soit facile pour un seul homme de se rendre maître de la multitude, et il ne se prive pas dans les ouvrages qu'il a écrits après le coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte de fustiger les masses pour leur aveuglement, leur conformisme et leur égoïsme mais aussi pour leur goût de la centralisation et de l'autoritarisme. Dans sa correspondance, en particulier à la fin de sa vie, Proudhon fait de nombreux reproches aux paysans comme aux ouvriers.

Le 9 décembre 1851, après le coup d'État, Proudhon apparaît furieux contre le peuple : « L'avez-vous vu cette tourbe de sans-culottes envieux, jaloux, ingrats et lâches [...] Ces masses populaires, incapables de discipline et de conscience, inaccessibles au sens moral... » (*Cor.*, IV, 132). Sa critique ne désarme pas en novembre 1859 : « Le peuple ne sait ni ne veut, déjà atteint d'ailleurs de la gangrène supérieure » (*Cor.*, IX, 244). Enfin, dans la conclusion de *De la capacité politique des classes ouvrières* figure un véritable réquisitoire contre le comportement de la classe ouvrière, accusée d'être sensible à la démagogie, de ne penser qu'à l'argent, d'être paresseuse, et de mal se comporter dans sa vie privée.

Malgré tout, Proudhon n'hésite pas à affirmer que si l'on considère l'ensemble de la vie collective, la trajectoire du peuple sera fidèle à la Justice. En effet, les erreurs des masses entraînent des châtements qui finissent par les remettre dans le droit chemin, et leurs mauvais actes finissent par être compensés par les bons. C'est ainsi que le philosophe reste optimiste pour l'avenir du peuple : il ne doute pas de la valeur morale et de la qualité des jugements de l'être collectif à l'échelle historique, les écarts de conduite des masses s'effaçant au cours de cette longue marche vers la Justice, que Proudhon s'est donné pour tâche d'encourager.

De plus, cette confiance du philosophe dans le peuple est étayée par sa conception de l'être humain : chaque individu faisant partie de l'être collectif est capable de le comprendre et de participer par son action à la réalisation de ses idées, donc de la Justice. Cela explique que le philosophe manifeste un souci constant pour l'éducation populaire, baptisée par lui « démopédie » et qu'il affirme que le peuple est capable de philosophie.

C'est dans son livre majeur, *De la justice dans la révolution et dans l'Église*, que Proudhon développe ce thème. La philosophie est pour lui un des instruments de l'émancipation du peuple car il l'envisage comme une nourriture spirituelle, un instrument de réflexion sur la condition humaine qui permet de donner sens à la vie de chaque homme mais aussi de l'aider à faire advenir la Justice. Pour cela, les classes populaires doivent être instruites, afin d'apprendre à penser. En effet, pour Proudhon, tout se tient, l'émancipation économique et politique ne se fera pas sans émancipation intellectuelle, c'est pourquoi, dans une lettre du 18 juin 1859 à Gustave Chaudey, il manifeste sa volonté de devenir « professeur » du peuple car il s'estime qualifié pour cela. En tant que « fils du peuple », il sait instinctivement ce que ce dernier ressent et il est capable de communiquer avec lui, non pas intellectuellement car le peuple lit peu, mais intuitivement. De plus, Proudhon peut être considéré par le peuple comme un pionnier, lui qui a réussi à accéder à la même instruction que l'élite. Mais, soucieux de conserver cette intériorité avec le peuple, il veut se comporter à son égard comme un interprète et un héraut. Son rôle consiste donc à donner la parole au peuple c'est-à-dire l'outil intellectuel nécessaire pour exprimer sa pensée et ses sentiments.

De plus, si le philosophe bisontin manifeste autant d'ambition pour le peuple c'est parce qu'il considère que chaque individu possède une dignité égale, et que le bon sens est la chose du monde la mieux partagée : tout homme peut donc accéder à la philosophie, même si les parcours individuels resteront inégaux.

Mais quelle est la méthode proposée par Proudhon pour enseigner la philosophie au peuple ? Elle est fort originale et scandalise d'ailleurs nombre de philosophes de métier car elle ne se contente pas de faire appel à la raison. Elle tient compte aussi des sentiments et des intérêts, en résumé de la vie quotidienne. Proudhon refuse la philosophie abstraite qui nécessite des loisirs, et veut au contraire partir de l'expérience et du travail de chacun, ce qui d'ailleurs est conforme à sa position philosophique personnelle, à savoir que l'idée naît de l'action et doit retourner à l'action.

La méthode proudhonienne de philosophie populaire se caractérise par son réalisme et son empirisme puisqu'elle reprend la méthode socratique « philosopher à bâtons rompus, à la manière de Socrate » (*Justice*, I, 231) plus simple mais en même temps conforme à la raison universelle. Or, comme « rien ne ressemble davantage à la raison universelle, quant à la forme, que la raison du peuple » (*Justice*, I, 231). Proudhon insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un enseignement au rabais, mais qu'il tient compte du peu de temps dont disposent les travailleurs. Il s'agit donc d'aller à l'essentiel, c'est-à-dire de montrer, au-delà de la singularité des événements, les forces à l'œuvre dans l'histoire, en particulier la Justice. « D'accord avec la raison populaire, il faut abandonner la méthode analytique et déductive [...] et la remplacer par une méthode universaliste et synthétique, plus en rapport avec la raison des masses qui voit toute chose concrètement et synthétiquement » (*ibid.*, 230).

Cet enseignement de la philosophie s'intègre dans un programme d'instruction qui a l'originalité de combiner la théorie et la pratique. En effet, le système éducatif proudhonien place sur un pied d'égalité les enseignements professionnel, scientifique et littéraire, afin de faire de l'adulte un ouvrier complet, capable de se consacrer à des tâches variées. Le travail manuel est réhabilité et

l'instruction doit durer toute la vie, même pour les ouvriers. Peu de philosophes ont eu pareille ambition pour les classes populaires, il est vrai que peu en étaient issus.

On peut donc penser que si Proudhon est si soucieux du devenir du peuple, alors qu'il affirme que l'émancipation de ce dernier ne peut venir que de lui-même et pas des intellectuels bourgeois, c'est qu'il parle de l'intérieur du peuple par ses origines et son serment de 1838. Le philosophe bisontin revendique cette intériorité à de nombreuses occasions. Ainsi dans les articles de ses journaux, en 1848 et 1849, il emploie le mot "nous" quand il s'adresse au peuple à travers ses lecteurs, afin de se situer en solidarité totale avec les intérêts des classes populaires. De même dans son discours à la chambre du 31 juillet 1848, quand Proudhon parle du peuple, il dit "nous" alors qu'il emploie le "vous" pour parler des députés et du gouvernement. C'est d'autant plus surprenant et significatif que Proudhon est alors lui-même député. Mais « l'élu de la plèbe » et le « journaliste du prolétariat » se sent étranger au monde de la politique dominé par des bourgeois coupés des classes populaires. Cette courte expérience politique lui permettra de constater à quel point le pouvoir éloigne du peuple, puisque même lui, le député du prolétariat, n'a pas vu venir la révolte de juin 48.

Ainsi à partir de 1848, la grande préoccupation de Proudhon est de « faire parler et agir le peuple comme un seul homme. La république n'est pas autre chose ; et c'est là aussi tout le problème social » (*Solution du problème social*, Lacroix, Paris, 1868, p.47). Il s'agit donc d'aider l'être collectif à se manifester dans son unité et son essence pour hâter l'avènement de la Justice. Mais le prolétariat n'est pas investi d'une mission historique à laquelle il ne peut se dérober, il doit seulement utiliser une situation qui lui est favorable. Ainsi, la classe la plus nombreuse et la plus opprimée ne doit pas, comme en 1789, demeurer l'auxiliaire et le subordonné de la bourgeoisie, car celle-ci est en déclin et perd sa capacité révolutionnaire, son seul souci étant de s'enrichir. À partir de ce constat historique, Proudhon affirme la capacité du prolétariat à prendre en main son destin, c'est-à-dire à devenir un acteur permanent de la vie politique ainsi que le pilier de la vie économique, en tant que producteur de toutes les richesses par son travail et sa force collective. Proudhon exhorte le peuple à ne pas se contenter d'une éruption ponctuelle comme dans le passé (le 14 juillet 1789, les journées de juillet 1830) mais à vouloir une transformation globale de la société pour laquelle il lui indique la marche à suivre.

Selon le philosophe bisontin le peuple, comme toute classe sociale, doit franchir trois étapes pour pouvoir agir c'est-à-dire modifier l'ordre politique et économique. Il s'agit d'abord qu'il acquiert la conscience de lui-même comme « être collectif, moral et libre » (*Capacité*, 90), à savoir une représentation de sa place dans la vie politique économique et sociale, de ses rapports avec la classe dirigeante et l'État. Ensuite, le peuple doit en déduire une « idée » c'est-à-dire ce qu'il veut être dans la société, les objectifs qu'il s'assigne. Enfin il lui faut trouver les moyens de les atteindre.

En 1864, à la veille de sa mort, Proudhon fait le bilan de la marche du peuple vers son émancipation et, lucide, il constate qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir.

« Non, les classes ouvrières sûres d'elles-mêmes et déjà à moitié éclairées sur les principes qui composent leur foi nouvelle ne sont pas encore parvenues à déduire de ces principes une pratique générale conforme... témoin leur vote en commun avec la bourgeoisie, témoin les préjugés politiques de toutes sortes auxquelles elles obéissent... les classes ouvrières ne font que de naître à la vie politique » (*Capacité*, 92).

Proudhon consacre donc ses dernières forces à approfondir « l'idée » du peuple et les moyens de parvenir à son autonomie à savoir le Fédéralisme et la Mutualité. Le premier est exposé en 1863 dans le *Principe fédératif* dans lequel l'auteur affirme : "La fédération peut seule donner satisfaction aux besoins et aux droits des classes laborieuses" (*Principe féd.*, 547) car, incarnant le principe de Justice, elle exprime l'essence de l'être collectif et permet donc au peuple de retrouver la pleine propriété de sa « force sociale » et de sa « force collective ». La théorie de la Mutualité est présentée dans le testament de Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières*, qui propose une réforme de la propriété, du crédit, de la monnaie et une généralisation du contrat synallagmatique et commutatif dans tous les rapports socio-économiques.

Mais, de quelle façon et dans quelles conditions le peuple peut-il exprimer sa volonté en tant qu'être collectif ? À partir de 1848, face à l'échec de la démocratie politique et sociale, Proudhon a

longuement réfléchi à ce problème jusqu'à sa mort. Dès mars 1848, il s'interroge, dans la *Solution au problème social*, sur la façon de concilier l'unité de la volonté générale c'est-à-dire « l'essence du peuple », avec la réalité sociale multiple. En analysant les insuffisances et les erreurs du gouvernement provisoire Proudhon pose la question de la mise en œuvre du grand principe de la souveraineté populaire. Il disqualifie la IIe République en tant que régime démocratique, car elle n'a pas compris que la réforme politique n'a aucune efficacité si elle ne s'accompagne pas d'une réforme économique et sociale, de plus elle a confondu le peuple avec la multitude : « Ce que vous prenez pour la voix du peuple n'est que le mugissement de la multitude, ignorante comme vous des pensées du peuple » (*Solution du problème social*, Lacroix, Paris, 1868, p.31). En effet, le suffrage universel tel qu'il est instauré en 1848 ne peut exprimer l'essence de l'être collectif car il n'est qu'une addition de suffrages : « Le suffrage universel est une sorte d'atomisme par lequel le législateur, ne pouvant faire parler le peuple dans l'unité de son essence, invite les citoyens à exprimer leur opinion par tête » (*Solution du problème social*, Lacroix, Paris, 1868, p.62). Sous le Second Empire, les conditions de l'exercice du suffrage universel se sont aggravées (absence de liberté de la presse, pratique des candidatures officielles, serment à l'Empereur). Cela motive la consigne d'abstention donnée au prolétariat par le philosophe après 1860, et même son refus des candidatures ouvrières. Ces prises de position sont expliquées dans *Les démocrates assermentés* et dans *De la capacité politique des classes ouvrières*, écrits en 1863 et 1864. Proudhon veut démontrer que ces élections ne sont qu'un simulacre de démocratie auquel le peuple ne doit pas participer. Mais il fut mal compris et peu suivi par le prolétariat, acquis aux candidatures ouvrières. Ce fut le même problème en ce qui concerne le droit de grève, accordé en 1864 : le philosophe y voit un outil inefficace mais les ouvriers l'utilisèrent très souvent. Quoi qu'il en dise, Proudhon est devenu un intellectuel, et malgré lui, une distance s'est créée entre le peuple et lui. Sa correspondance montre qu'il en a eu conscience et qu'il souffre de ne pas être mieux compris du prolétariat.

Mais, refusant toute démagogie, Proudhon continue à rechercher les conditions nécessaires pour que la souveraineté du peuple devienne une réalité. Il lui apparaît indispensable de réorganiser le suffrage universel dans une structure politique et économique fédérale, afin d'interroger le citoyen dans le cadre de tous les groupes auxquels il appartient : « Admettre à la fois, comme base d'élection, non seulement la population, mais le territoire, la propriété, les capitaux, les industries, les groupes naturels, régionaux et communaux » (*Contr. pol.*, 273). Cette réforme une fois accomplie, Proudhon envisage une certaine représentation du peuple, qu'il refusait en 1848, à condition que le suffrage soit direct et que le mandat soit impératif, donc révocable. Ainsi, le Peuple, être collectif, pourra faire entendre sa voix, et l'objectif de Proudhon sera atteint : donner la parole au peuple pour qu'il prenne en main son destin.

Chantal Gaillard

Renvois : Classe sociale, Éducation, Raison, Représentation, Souveraineté, Suffrage universel.